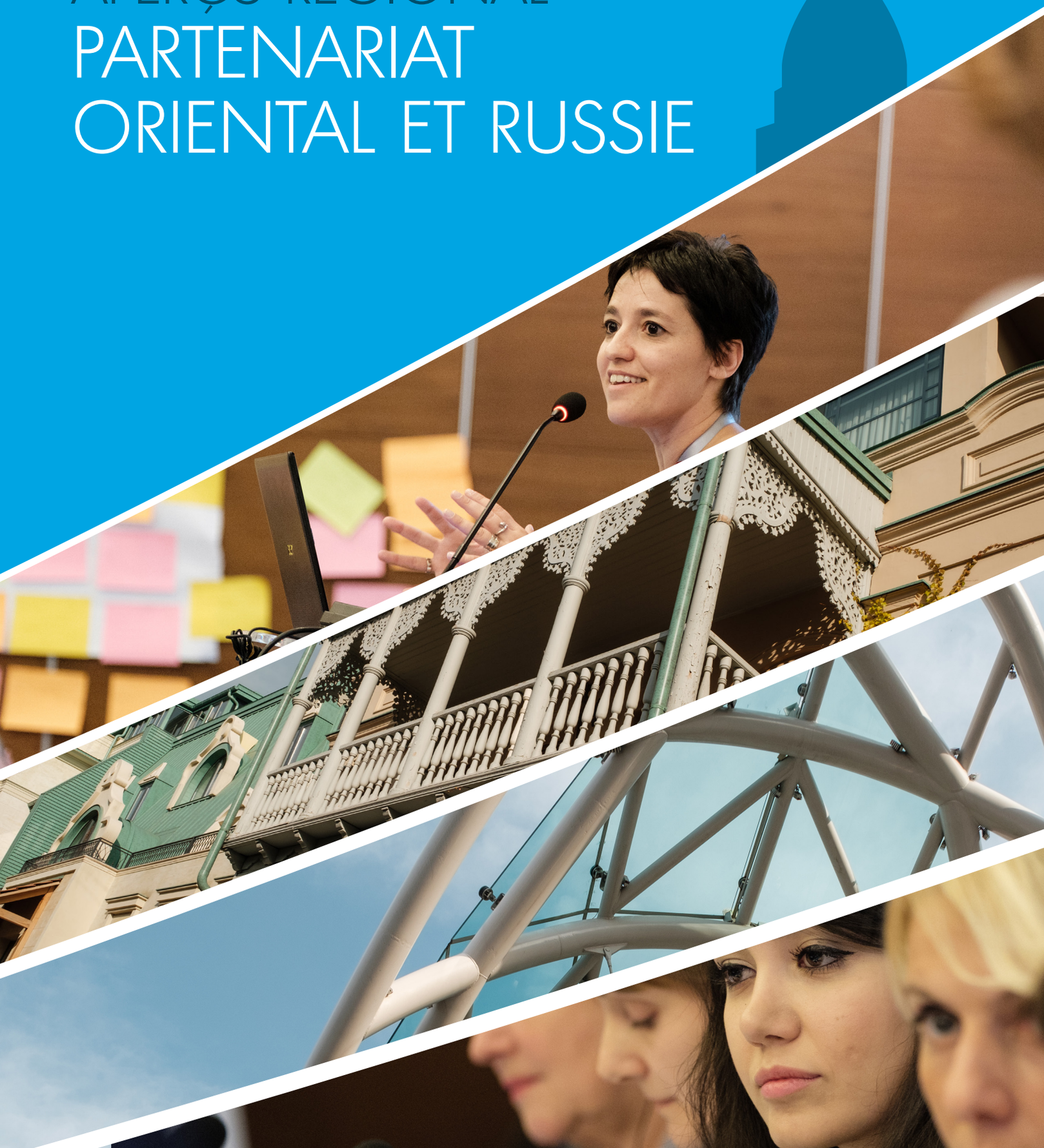
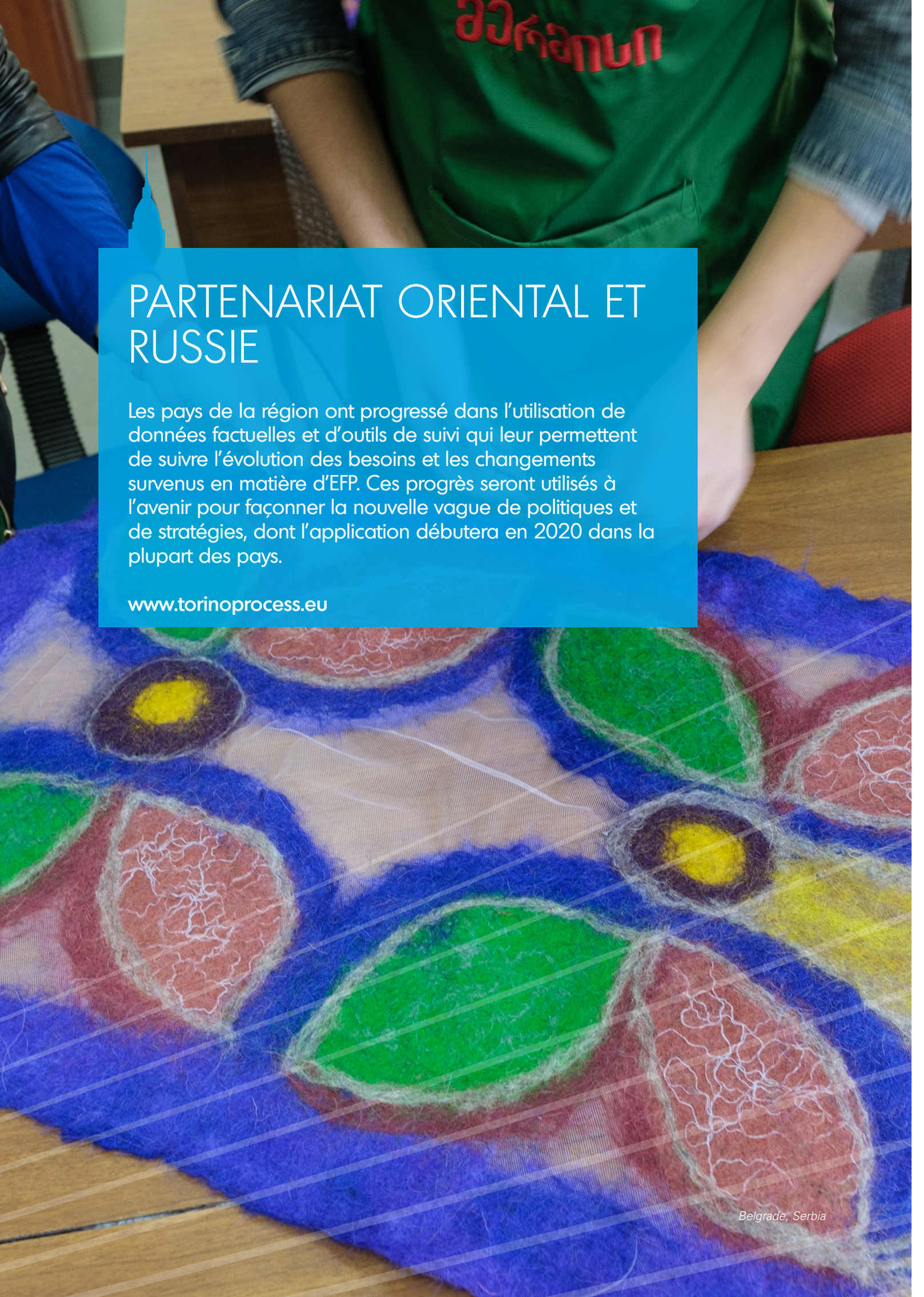
ETF Working together Learning for life

PROCESSUS DE TURIN
APERÇU RÉGIONAL
PARTENARIAT ORIENTAL ET RUSSIE





PARTENARIAT ORIENTAL ET RUSSIE

Les pays de la région ont progressé dans l'utilisation de données factuelles et d'outils de suivi qui leur permettent de suivre l'évolution des besoins et les changements survenus en matière d'EFP. Ces progrès seront utilisés à l'avenir pour façonner la nouvelle vague de politiques et de stratégies, dont l'application débutera en 2020 dans la plupart des pays.

www.torinoprocess.eu

Belgrade, Serbia

CONTEXTE REGIONAL ET RÉSULTATS

L'Europe orientale compte trois pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Arménie, République de Moldavie et Ukraine) et quatre pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Fédération de Russie, Azerbaïdjan, Biélorussie et Géorgie). Les expériences économiques récentes de ces pays sont diverses. En 2015, l'Arménie et la Géorgie ont connu une croissance économique de 3 % en 2015, l'Azerbaïdjan une croissance plus lente (1,1 %), et tous les autres pays une croissance négative.

Ces pays partagent les caractéristiques suivantes: une population vieillissante, une forte mobilité de la main-d'œuvre, des taux d'emploi relativement élevés et des niveaux d'études élevés. La croissance démographique est très faible ou négative dans tous les pays à l'exception de l'Azerbaïdjan. Les rapports de dépendance augmentent en Biélorussie, en Géorgie et dans la Fédération de Russie, avec une part croissante de la population âgée de moins de 15 ans et de plus de 64 ans. Si l'on étudie les flux migratoires régionaux, la Fédération de Russie est le seul pays à connaître une immigration nette, absorbant les migrants de ses voisins, tandis que l'Arménie, la Biélorussie, la Géorgie, la République de Moldavie et l'Ukraine connaissent toutes une émigration nette.

Dans l'ensemble de la région, à l'exception de la Géorgie, les services constituent le plus vaste secteur de l'économie, à la fois en matière d'emploi et de contribution au PIB. La taille du secteur agricole varie considérablement dans l'ensemble de la région. L'agriculture représente 7,8 % de l'emploi en Biélorussie, contre 50,9 % en Géorgie, avec des différences correspondantes en ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre. En Géorgie, le secteur industriel crée près de 25 % du PIB, mais seulement 10 % des emplois, tandis qu'en Azerbaïdjan, il représente 37 % du PIB, mais 14,1 % de l'emploi. En Moldavie, les services produisent plus de 70 % du PIB, mais créent seulement 50 % des emplois.

Le taux d'activité du groupe d'âge des 15 ans et plus est resté relativement stable depuis 2013, avec une évolution plus marquée en Géorgie (+ 1,6 %) et en Ukraine (– 2,6 %). Les taux d'emploi de la région suivent trois schémas différents: le niveau d'emploi est élevé en Fédération de Russie, en Azerbaïdjan et en Biélorussie, intermédiaire en Géorgie, en Arménie et en Ukraine, et faible en République de Moldavie. Les taux d'emploi ont augmenté en Géorgie, sont restés stables en Arménie, Azerbaïdjan et Biélorussie, et ont décliné en Ukraine.

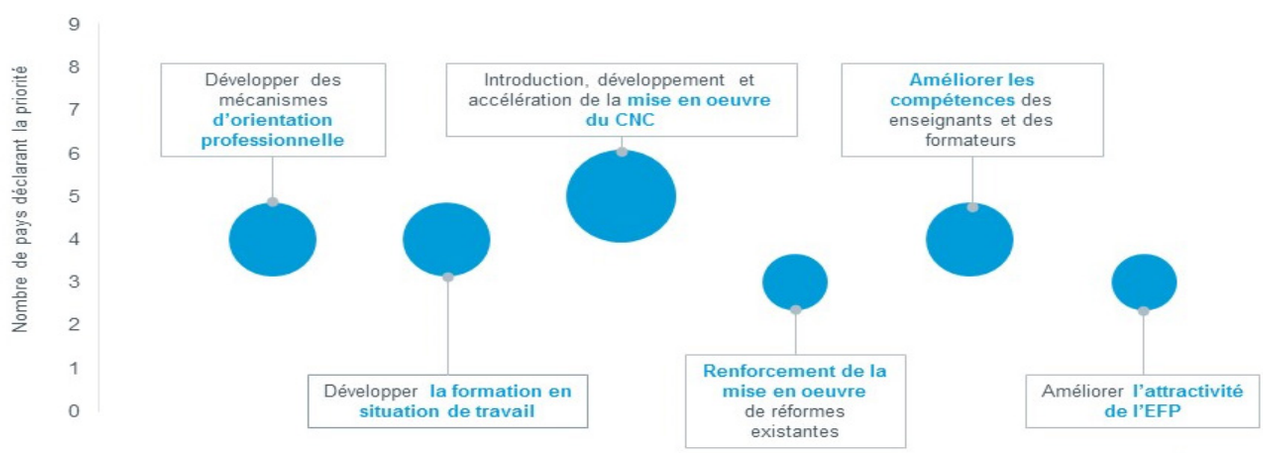
Le chômage des jeunes a diminué dans tous les pays de la région, à l'exception de l'Ukraine, où il est passé de 17,4 % à 22,4 %. Le chômage total a évolué différemment selon les pays: il a augmenté en Ukraine et en Arménie, mais a diminué en Géorgie, en Moldavie, dans la Fédération de Russie et en Azerbaïdjan. Dans l'ensemble, à l'exception de la Géorgie, les tendances sont restées stables.

Le chômage de longue durée s'avère hautement problématique. Les chômeurs de longue durée représentaient un tiers de l'ensemble des chômeurs en République de Moldavie et dans la Fédération de Russie, et plus des deux tiers en Arménie et en Azerbaïdjan. Ces chiffres sont stables, sauf en Arménie, ce qui suggère que les incidences des stratégies politiques actuelles sont limitées.

En Arménie, en République de Moldavie et en Géorgie, plus d'un quart des jeunes ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ni de formation (NEET).

Un nombre croissant de personnes ont atteint des niveaux d'études plus élevés dans les pays de la région. Le nombre de personnes ayant un faible niveau d'études a donc décliné dans tous les pays, à l'exception de la Moldavie où il a légèrement augmenté.

REGIONAL PRIORITIES



PROGRES DES REFORMES DU SYSTEME D'EFP

La taille du secteur de l'EFP varie considérablement dans la région, l'enseignement professionnel étant davantage fourni par les programmes professionnels des établissements secondaires que par les entreprises, les prestataires privés ou les établissements d'enseignement postscolaire. La demande d'enseignement professionnel augmente, et la part des étudiants participant aux programmes d'EFP progresse dans tous les pays depuis 2010. Les réformes ont principalement ciblé l'EFP dans les écoles secondaires, et ont accordé moins d'importance à la formation professionnelle post-secondaire, supérieure ou continue. Les réformes ciblant l'EFP initial ont progressé dans la région. Malgré ces progrès, les résultats sont insuffisants, et le principal défi consiste à rendre l'EFP plus inclusif, diversifié et global. Relever ce défi nécessitera une coopération accrue, l'intervention de nouvelles parties prenantes, invitées à prendre part au débat politique, et la mise en œuvre d'actions sur le terrain.

Dans tous les pays, les marchés de l'emploi et l'offre et la demande de compétences sont affectés par les progrès technologiques, la consolidation et la rationalisation de l'industrie et du commerce, le libre-échange et les forces concurrentielles. Il y a un besoin continu de renouveler les relations entre l'enseignement et le marché de l'emploi afin de traduire les changements positifs de l'EFP en amélioration des résultats sur le marché de l'emploi.

«La vision cible avec succès l'EFP initial dans la région, mais il est nécessaire de considérer l'EFP dans une perspective plus vaste et de l'inscrire dans le programme de développement économique et social de chaque pays.»

Dans l'ensemble de la région, l'EFP est reconnu comme un facteur favorable au développement économique. Depuis 2012, les initiatives politiques en matière d'EFP se sont multipliées, et tous les pays sont passés de la nécessité de formuler une vision à la phase de réalisation. De nombreuses actions mises en œuvre ont pour date cible l'année 2020. Durant les années précédant 2020, il est probable que l'élaboration de nouvelles politiques s'accélèrera, car de nombreux pays évaluent leurs réalisations et préparent de nouvelles mesures pour relever des défis existants ou inédits. Les pays examinent la nouvelle «vague» de construction d'une vision, qui imposera d'inscrire plus profondément les visions et les stratégies et actions qui en résultent au sein d'une perspective économique et sociale plus vaste. Les systèmes d'EFP de la région sont progressivement transformés par des priorités politiques qui ciblent la pertinence, la flexibilité et la qualité. Le cycle 2016 du processus de Turin montre que les pays de la région progressent dans leur mise en œuvre, soutenus par l'utilisation croissante d'outils de suivi et de données factuelles.

«L'efficacité extérieure demeure une grande priorité qui doit être traitée par les pays de la région. En effet, si de nombreuses actions sont en cours de réalisation, la coordination et la coopération politiques pourraient accroître l'efficacité de cette réalisation. La résistance et l'innovation devront être des principes politiques directeurs durant les années à venir.»

L'efficacité des systèmes d'EFP existants et leur aptitude à développer les compétences requises dans le monde du travail sont illustrées par des expériences très diverses dans l'ensemble de la région et dans les différents secteurs. Les raisons sont au nombre de deux. En premier lieu, les systèmes d'EFP existants sont principalement axés sur le secteur éducatif initial, et ne permettent donc pas de couvrir l'ensemble des besoins du monde du travail, des salariés et des demandeurs d'emploi. En second lieu, les systèmes d'EFP existants sont toujours en cours de réforme et n'ont pas encore atteint leur capacité optimale à répondre efficacement aux besoins et à préparer les jeunes au monde du travail.

Les jeunes affrontent des obstacles critiques lors de leur arrivée sur le marché de l'emploi. Ces obstacles incluent l'«inflation des qualifications» le manque de confiance des employeurs envers les qualifications professionnelles, la préférence affichée pour les hauts niveaux d'études, les exigences en matière d'expérience professionnelle, et les disparités entre l'offre et la demande de compétences. En conséquence, malgré le nombre élevé de personnes à la recherche d'un travail, les employeurs ont du mal à trouver le personnel dont ils ont besoin.

Afin de relever ces défis, les pays de la région ont réalisé des progrès dans le traitement des compétences clés et de l'apprentissage professionnel en entreprise. Les mesures prises reflètent la volonté de développer des compétences clés pour l'emploi en général, et non plus des compétences pour des professions spécifiques. C'est une importante réponse politique aux besoins des marchés de l'emploi régionaux, dans lesquels les individus devront être flexibles et mobiles, et occuperont vraisemblablement différents postes au cours de leur carrière.

L'orientation professionnelle est désormais plus répandue dans les systèmes scolaires de la région, ce qui permet aux élèves et aux enseignants de faire des choix plus éclairés.

Des initiatives de collecte de données ont été lancées dans tous les pays, notamment sur les besoins des employeurs en matière de compétences. Il existe des données considérables sur l'enseignement et le marché de l'emploi, mais elles concernent davantage les intrants (nombre d'élèves et d'enseignants ou infrastructure par exemple) et moins les résultats (utilisation des compétences ou transition des diplômés vers le marché de l'emploi par exemple).

De nombreuses données sont réunies, mais elles pourraient être utilisées plus largement pour contribuer à l'élaboration et à l'application des politiques. Dans le cadre du réseau «Make-it-Match» du partenariat oriental, l'ETF a soutenu la coordination des parties prenantes en matière d'anticipation des compétences.

«Il est nécessaire de renforcer les mesures visant à créer des passerelles vers l'emploi et la cohésion sociale grâce à l'EFP.»

Dans tous les pays, l'EFP joue un rôle central dans l'inclusion sociale, encourageant l'accès des groupes défavorisés au marché de l'emploi. Alors que les mesures visant à faciliter l'accès à l'EFP grâce à une flexibilité accrue sont de plus en plus fréquentes (cursus de courte durée et organisation modulaire par exemple), les programmes de soutien social utilisant l'EFP ne sont pas systématiquement intégrés dans le système d'EFP de la région.

Le rôle de l'EFP dans l'inclusion sociale évolue considérablement: il est fréquemment combiné à d'autres services d'assistance, et la nature de ces services supplémentaires connaît des transformations ou des améliorations. Les mesures supplémentaires incluent un meilleur ciblage de l'assistance en direction de certains groupes spécifiques, tels que les jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ni de formation (NEET), afin de faciliter leur insertion ou leur réinsertion dans la main-d'œuvre ou le système éducatif.

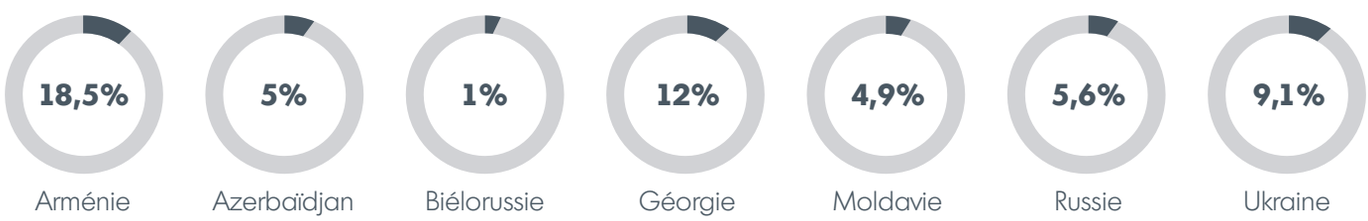
L'optimisation de la contribution de l'EFP à l'inclusion sociale nécessite une vaste gamme de partenariats entre les prestataires éducatifs, les organisations de services communautaires, les employeurs et les agences gouvernementales pertinentes, afin de mettre en place un EFP mieux ciblé et plus diversifié, susceptible de répondre à des besoins variés. La coopération entre les ONG et les autorités publiques, destinée à appuyer la diffusion des mesures, est une caractéristique importante de la région. Les services fournis par les organisations de la société civile sont fréquemment soutenus par des donateurs internationaux et complètent le travail effectué par les autorités publiques. Ils renforcent également les capacités des pays à encourager les groupes défavorisés en formant du personnel ou en offrant des services qui ne sont pas proposés dans les programmes publics existants. Malgré la présence de protocoles de coopération bien établis, la région manque de structures politiques globales

ETF Working together Learning for life

Partenariat oriental et Russie

Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldovie, Ukraine, ainsi que Russie

Les taux de chômage varient dans l'ensemble de la région...



Avec des **tendances à la hausse** en **Arménie, Russie** et **Ukraine** et des **tendances à la baisse** en **Géorgie** and **Moldavie**.

S'agissant des secteurs où se trouvent les emplois, la **Biélorussie,** la **Russie** et l'**Ukraine** affichent un taux d'emploi plus faible dans l'agriculture.

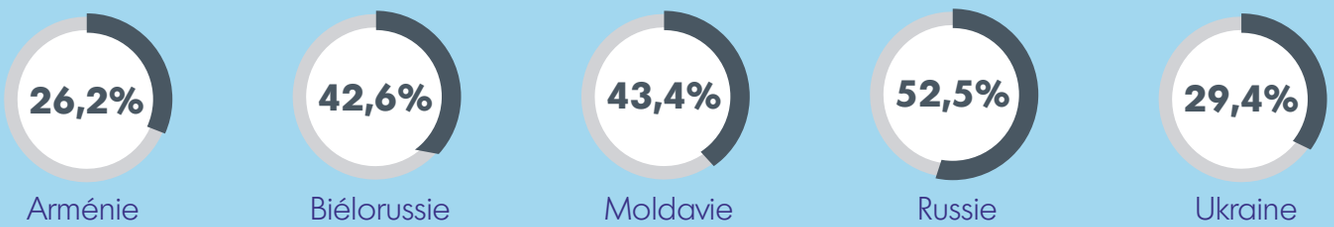
Vs

Arménie, Géorgie, Azerbaijan et **Moldavie**

Dans la **quasi-totalité des pays**, le **secteur des services** constitue la source d'emplois **la plus importante.**

Processus de Turin 2016-17

Pourcentage des étudiants de l'enseignement secondaire supérieur participant à l'EFP:



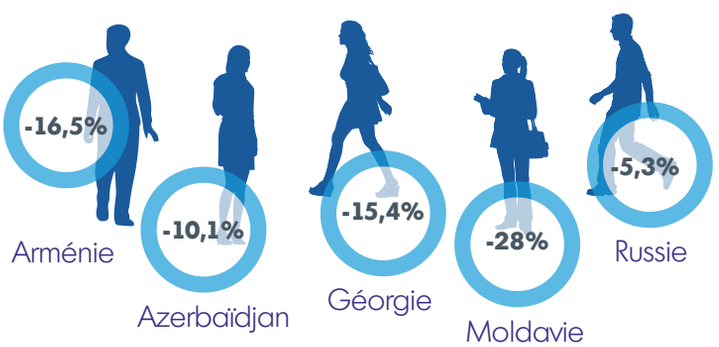
Une **augmentation de la demande d'EFP** s'observe dans la plupart des pays, où la **participation s'accroît depuis 2010***.

Le niveau d'**éducation** s'accroît dans les pays **d'Europe orientale.**

Hausse du pourcentage de la population possédant un niveau d'enseignement supérieur depuis 2010:

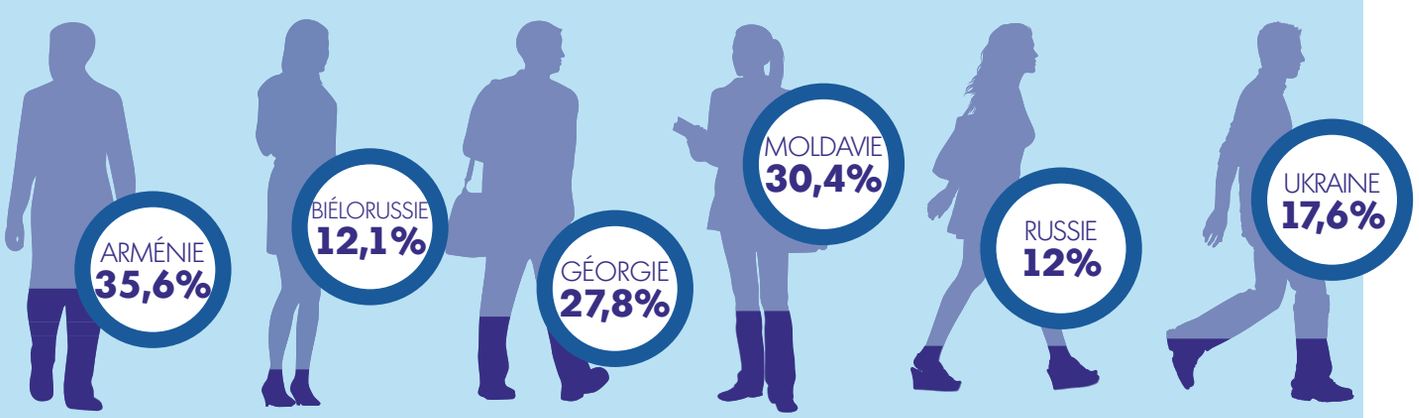
Arménie 25,7%
Azerbaïdjan 4,8%
Géorgie 4,3%
Moldavie 8,1%
Russie 14,7%
Ukraine 3,3%*

Bien que le **chômage des jeunes** ait chuté:



*augmentation depuis 2013

...le nombre de NEETS (jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation) reste problématique



Des données détaillées ainsi que la mention des sources figurent à l'adresse suivante : www.torinoprocess.eu

qui permettraient d'utiliser la coopération avec les organisations de la société civile en tant qu'instrument pour atteindre des objectifs stratégiques.

«La qualité est l'une des principales priorités de la région. Il est toutefois nécessaire de rechercher une approche globale de la qualité, incluant toutes les formes d'EFP et un mécanisme de diffusion plus diversifié pour répondre aux besoins d'un nombre accru de bénéficiaires.»

Les systèmes d'EFP de la région sont actuellement transformés par les priorités visant à améliorer la pertinence, la flexibilité et la qualité. Les aspects relatifs à la pertinence progressent dans la région, avec des normes professionnelles résultant d'analyses des besoins des employeurs en matière de compétences et des programmes qui cherchent à développer une coopération constructive avec les employeurs. La flexibilité est encouragée grâce à la définition de nouvelles méthodes de formation fondées sur des modules, et à l'utilisation croissante des acquis d'apprentissage pour définir et structurer le contenu des cours. Plusieurs pays ont élaboré des politiques et des projets pilotes pour améliorer la formation par le travail. Ces tendances permettent aux prestataires de sélectionner et d'apporter une formation en fonction des besoins spécifiques des lieux de formation, des élèves ou des clients. Ceci offre des possibilités de coopération accrues entre les employeurs et les prestataires. Ces évolutions sont susceptibles d'accroître la prestation générale d'EFP dans l'ensemble de la région, en particulier pour les petites sociétés et les entreprises dans le domaine de la formation par le travail. La qualité est l'un des thèmes privilégiés dans la région, mais des approches globales de la qualité à l'échelle de l'ensemble du système sont cependant en voie d'émergence.

L'assurance qualité est un pilier majeur de la réforme dans tous les pays, avec des améliorations réalisées à la fois au niveau des intrants et des résultats: meilleure formation des enseignants, nouveaux programmes scolaires ou nouvelles modalités d'évaluation fondées sur les acquis d'apprentissage. La réforme de l'assurance qualité est plus lente dans les pays où les liens entre les systèmes d'EFP et le marché de l'emploi sont moins forts.

Tous les pays progressent dans la mise en place de leurs cadres nationaux de certification, mais les liens entre l'EFP et l'enseignement supérieur seraient améliorés par des progrès plus rapides dans ce domaine, telles des passerelles offrant un accès à l'EFP de niveau supérieur (post-secondaire).

«L'implication des parties prenantes dans l'élaboration et l'application des politiques progresse aux échelons régional, sectoriel et local, mais la région peut devenir plus efficace en tirant des enseignements des nombreuses initiatives novatrices susceptibles d'offrir des possibilités de soutenir les prestations et les résultats.»

La gouvernance évolue dans la région, car les gouvernements cherchent à adapter leurs systèmes pour qu'ils soutiennent plus efficacement l'application des politiques. Ceci sera un aspect clé des futures réformes, qui incluront des changements tels que les nouvelles agences d'EFP, la décentralisation et les conseils de compétences sectoriels. La diversité des dispositifs de gouvernance reflète la diversité des structures administratives nationales et la taille du secteur, et rend la région intéressante en raison des différentes stratégies adoptées, mais le développement institutionnel ne suit aucune tendance commune. Certains pays s'orientent vers la décentralisation, tous les pays offrent des exemples d'initiatives descendantes et ascendantes, et les actions locales revêtent une importance croissante, notamment pour trouver des solutions aux exigences du marché de l'emploi local et à l'adéquation entre l'offre et la demande.

Le partenariat joue un rôle clé dans la région. Les partenariats public-privé sont largement étudiés et sont extrêmement variés, mais il est très possible d'en faire une caractéristique intégrale des systèmes.

Le financement est problématique dans tous les pays, et devrait le rester à moyen terme. Ce domaine a incontestablement besoin d'innovation, par exemple grâce au développement d'un réseau plus vaste de prestataires privés et issus de la société civile, ainsi que de partenariats public-privé.

Les pays de la région mettent en œuvre un nombre d'initiatives innovantes, qui, si elles sont suivies, peuvent libérer un potentiel inexploité et faire avancer les politiques et objectifs nationaux. Il s'agit notamment de l'utilisation informelle de mécanismes de coordination comme moyen pour un dialogue social amélioré. Ces nouvelles formes de coopération soutiennent une communication plus étroite, un partenariat et une mise en réseau entre le monde de l'éducation et le monde du travail, impliquant des établissements d'enseignement, des autorités locales, des particuliers et des employeurs à différents niveaux de gouvernance et en mettant l'accent sur l'attention à l'action.

EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES

Apprentissage de l'esprit d'entreprise en Ukraine

Avec l'introduction du nouveau concept d'école ukrainienne, tous les diplômés de l'enseignement secondaire doivent acquérir dix compétences clés. Celles-ci sont conformes au cadre européen de compétences clés. Les compétences suivantes sont jugées indispensables: lecture; expression orale et écrite; réflexion critique; aptitude à exprimer des avis avec logique; aptitude à gérer ses émotions de manière constructive; sens de l'initiative; créativité; résolution de problèmes; évaluation des risques et prise de décisions; travail d'équipe.

Comités sectoriels en Moldavie

Les comités sectoriels sont des organes consultatifs composés de représentants des partenaires sociaux. Ils entendent développer, pour leurs secteurs d'activité spécifiques, une main-d'œuvre moderne et compétente, sensible à l'évolution de la demande sur le marché du travail. Ils sont responsables de la révision des normes professionnelles existantes et de l'élaboration de nouvelles normes.

Assurance qualité en Géorgie

L'assurance qualité relève de mécanismes internes (auto-évaluation) et externes (autorisation et accréditation). Les établissements d'EFP sont responsables de la qualité de la formation théorique et pratique, et doivent satisfaire aux normes d'autorisation minimales en matière de matériel, d'équipement, de personnel et de programmes scolaires. Le cadre d'assurance qualité a été élaboré en 2010 et s'inspire de pratiques de l'UE, en particulier le CERAQ. L'introduction de ce cadre a constitué une étape importante dans la modernisation du système d'EFP de la Géorgie.

Réseaux d'EFP en Biélorussie

Afin d'améliorer l'environnement pédagogique dans les établissements d'EFP, des mesures ont été prises, par exemple pour optimiser le réseau national d'établissements d'EFP en définissant le nombre adapté d'établissements et la répartition des spécialisations, en établissant des centres de ressources et en créant des groupes scientifiques ou des groupes de formation et de production dédiés à la formation professionnelle continue. Dans certains cas, la prestation d'enseignement et de formation a été réorganisée en fusionnant collèges techniques et lycées avec des établissements d'enseignement supérieur, et en transférant les centres de formation et d'orientation professionnelles des écoles secondaires aux établissements d'EFP et d'enseignement secondaire spécialisé.

Priorité aux professions très demandées en Russie

En Russie, le gouvernement améliore la qualité de l'EFP en fixant des objectifs pour fournir des compétences dans les professions très demandées. D'ici 2020, 50 % des prestataires d'EFP devront offrir une formation aux 50 professions les plus demandées qui nécessitent un EFP de niveau secondaire. À la même date, 70 % des directeurs, enseignants et formateurs d'établissements d'EFP devront avoir suivi une formation professionnelle relative à l'apprentissage de ces 50 professions.

Informations sur les carrières en Azerbaïdjan

Les étudiants et les diplômés des établissements d'enseignement supérieur sont régulièrement informés, par voie électronique, des qualifications requises sur le marché de l'emploi. Des terminaux informatiques disposant d'informations actualisées sur les offres d'emploi ont été installés dans les centres pour l'emploi et les principaux établissements éducatifs afin d'encourager l'intégration des étudiants et des diplômés sur le marché de l'emploi.

Orientation professionnelle en Arménie

L'orientation professionnelle revêt une importance croissante en Arménie, avec un réseau de services d'orientation professionnelle développé depuis 2013 dans 22 établissements d'EFP, en coopération avec le Centre méthodologique d'orientation professionnelle, sous les auspices du ministère de l'emploi et des affaires sociales. En 2016, le Centre a actualisé son plan de mise en œuvre stratégique pour la période 2016-2020, se concentrant sur le matériel pédagogique, les informations relatives aux emplois et le soutien professionnel à la création de sites web dédiés aux consultants en orientation professionnelle, ainsi qu'à l'établissement de contacts et au marketing.

ETF Working together Learning for life

The ETF is an EU agency that helps transition and developing countries to harness the potential of their human capital through the reform of education, training and labour market systems in the context of the EU's external relations policy.

www.etf.europa.eu
www.twitter.com/etfeuropa
www.youtube.com/user/etfeuropa
www.facebook.com/etfeuropa

www.torinoprocess.eu

#ETFTRP

Photos: (c) ETF/Andrea Guermani

Document traduit de l'anglais vers le français par le Centre de Traduction des organes de l'Union européenne, non-révisé par l'ETF